Faits marquants des élus Chaville Ecologistes

Avril 2025

Voici les points essentiels de notre implication dans les projets qui nous tiennent à cœur, que nous soyons acteur ou porteur.

Transition écologique

Nature en ville

Gestion naturelle de l'eau

Contrat Eau, Trame verte & bleue Climat 2026-2030

Le 4 avril, salle Mozaik à Chaville, dans le cadre de l'élaboration du Contrat Eau, Trame verte & bleue Climat 2026-2030, 30 personnes (élus et services de différentes collectivités), participent à un atelier sur la sobriété de la ressource en eau organisé par la cellule d'animation du contrat, de l'association Espaces. Les élus et services de la Ville de Chaville présentent à cette occasion les initiatives engagées sur notre ville pour la sobriété dans la gestion de l'eau (déconnexion d'une source, station de lavage de pinceaux en circuit fermé, récupérateurs d'eau, sensibilisation dans les écoles, gestion naturelle de l'eau sur le site de Maneyrol). Les présentations sont suivies d'un "serious game" intitulé Seine Urbaine, conçu pour l'élaboration du nouveau contrat afin de mieux comprendre les différents enjeux et préparer les actions à mener.

Marche artistique le long du rû de Marivel le 17 mai

Le collectif d'artistes Made In the River (MITR) prépare une marche artistique le long du rû de Marivel pour le 17 mai dans le cadre de la nuit des musées.

Le 1er avril, des élues et un membre de l'association Espaces, partenaire de la marche, ont accueilli et accompagné les artistes dans leurs repérages de la vallée.

> Marche artistique sur le ru de Marivel

À l'occasion de la Nuit des Musées organisée LE SAMEDI 17 MAI, le collectif MITR (Made In The River) invite le public à une exploration du Ru de Marivel, affluent méconnu de la Seine long de 9 km, révélateur des transformations paysagères et écologiques du territoire francilien. Conçue comme un protocole d'investigation artistique, cette marche performative engage les participants dans une écoute active du paysage, convoquant les outils de la captation sonore, du prélèvement, de l'observation et du geste performatif. Il s'agit ici de lire le territoire par ses traces, d'interroger ce que les sols, les flux et les sédiments racontent des relations complexes entre eau, urbanisme et mémoire géologique.

Rendez-vous à 16h30 gare Chaville-Vélizy.

MAI 2025. N° 185. CHAVILLEMAGAZINE . 19

Forêts

Comité de pilotage de la convention ONF-département

Le 3 avril, une élue et une représentante des services assistent au comité de pilotage annuel de la convention ONF et du département des Hauts de Seine. Les bilans des

budgets de fonctionnement et d'investissement ont été présentés pour un total de subventions du département de 475 000 euros pour l'ensemble des forêts du département (1472 ha). Pour Chaville, le projet de réfection du chemin des fours à chaux en haut de l'avenue de la Résistance est validé. Le montant s'élève à 88 000 euros.

Schéma d'accueil du public en forêt de Meudon

Le 10 avril, dans le cadre de la convention avec le département, l'ONF a initié une démarche de concertation avec différents acteurs locaux (élus, services, associations) pour l'élaboration du nouveau schéma d'accueil du public en forêt de Meudon. Différents ateliers ont permis : de caractériser l'identité et d'aborder les points forts et faibles de la forêt actuelle, de commencer à inventorier des axes d'amélioration.

Poursuite de la concertation sur la forêt de Fausses-Reposes

Le 30 avril, une élue participe en mairie de Rueil à la troisième rencontre de concertation sur les plans d'aménagement des forêts de Fausses-Reposes et de la Malmaison. Les ateliers portaient sur les questionnements suivants :

- *Comment encadrer les travaux forestiers afin de limiter les désagréments ressentis par les usagers, tout en permettant au forestier de programmer les actions nécessaires à la forêt de manière efficiente ?*
- *Comment accompagner certaines parcelles périurbaines pour atténuer les impacts de l'urbanisation et du changement climatique, tout en répondant aux enjeux de multifonctionnalité de la forêt ?*
- *Comment élaborer des stratégies efficaces et durables pour la gestion des espèces invasives afin de préserver la biodiversité locale et de minimiser les risques pour les écosystèmes naturels ?*
- *Comment améliorer les outils de communication autour des initiatives forestières pour répondre aux attentes du public, rassurer les citoyens et créer un réseau d'ambassadeurs engagés permettant de mieux diffuser les informations ?*
- *Comment sensibiliser les citoyens, les associations et les jeunes générations à la complexité de la forêt et de la relation au bois, au-delà de ce qui est visible, en mettant en lumière les bénéfices telles que la filtration de l'eau, la qualité de l'air, les ressources de la forêt, pour cultiver des discussions fertiles sur l'avenir de la forêt.*
- *Comment gérer la cohabitation entre les différents usagers de la forêt (promeneurs, VTTistes, exploitants forestiers, dog sitters, etc.) tout en limitant les conflits et en préservant la biodiversité et la tranquillité des lieux*

Mobilités

Présentation du projet de requalification de la RD 910 en commission élargie

Le 29 avril, la DGA aménagement urbain présente le projet de requalification de la RD 910 et le planning prévisionnel du chantier en commission élargie (c'est à dire tout le conseil municipal). Une suite de questions et réponses suivent.

Concertation sur les réaménagements des espaces publics et des mobilités de la rue de la Fontaine Henri IV

Le 9 avril s'est tenu le deuxième atelier de concertation « Imaginer / Se projeter » pour la requalification de la rue.

Plan Accessibilité Mobilité

Le 29 avril, sur proposition de l'élu en charge des mobilités, un groupe de travail dédié à l'accessibilité de l'espace public aux personnes à mobilité réduite (PMR) est lancé par la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) du CCAS. La première réunion se tiendra le 14 mai. Un premier diagnostic avait déjà été présenté en janvier 2025.

Energie

Avancement du plan de transition énergétique du patrimoine communal

Le 24 avril, les services techniques et transition écologique échangent avec un élu sur l'avancement du plan de transition énergétique du patrimoine communal. Depuis plusieurs années, les services mettent en œuvre une stratégie de baisse des consommations d'énergie pour l'ensemble du parc immobilier de la ville (soit plus de 50 bâtiments). Les principaux leviers d'économie d'énergie sont (1) la rénovation énergétique des bâtiments communaux, (2) le passage de l'éclairage aux LED et (3) la sobriété énergétique dans les usages.

Fourniture d'énergies locales et coopératives pour les bâtiments communaux

Le 25 avril, les services techniques et un élu échangent avec le responsable régional d'ENERCOOP. Le sujet était de bien comprendre la valeur ajoutée et les services d'ENERCOOP et de prolonger et/ou étendre l'abonnement en fourniture d'électricité 100% renouvelable de certains bâtiments municipaux. La formule en prix fixe d'ENERCOOP a également permis d'échapper à la fluctuation des prix de marché à la hausse des dernières années pour le site de l'Hôtel de Ville. Sur les Hauts-de-Seine, trois communes ont contractualisé avec ENERCOOP : Nanterre, Gennevilliers et Chaville.

Pour en savoir plus : https://www.enercoop.fr/

Réseau de chaleur urbaine intercommunal en géothermie profonde

Présentation du projet de géothermie en commission élargie

En commission municipale élargie du 29 avril, le projet de réseau de chaleur urbaine en géothermie profonde ainsi qu'un point d'avancement de l'appel d'offre mené par le SIGEIF ont été présentés à l'ensemble des membres du conseil municipal. 4 entreprises ont participé à la visite « obligatoire » des installations du réseau de chaleur urbain de

Chaville pour pouvoir répondre à l'appel d'offre. Les réponses sont attendues pour le 16 mai 2025.

Réponse à une interpellation d'associations

A la suite d'une interpellation de 3 associations de quartier, voici la réponse que nous avons envoyé à celles-ci le 7 avril :

"Le site du Val Saint-Olaf est en effet classé en zone N du PLUi mais il bénéficie d'un classement en STECAL qui a été validé par la commission interdépartementale de la préservation des espace naturels agricoles et forestiers. Elle s'est réunie le 23 avril 2024 à la préfecture de région et a examiné les demandes de STECAL du PLUi. Cette commission a rendu un avis favorable, considérant que les dispositions de règlement sont jugées suffisantes pour assurer la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers. Une remarque a été formulée sur la règle de protection des lisières qui ne se s'applique pas dans les STECAL. Nous avons cependant transmis un plan au SIGEIF comprenant une zone tampon afin de maintenir une distance avec la lisière de forêt.

Cet avis est accessible à tous puisqu'il a été joint au dossier d'enquête publique du PLUi.

Par ailleurs, des études préalables de faisabilité ont conduit à la sélection de ce site de forage. D'autres sites ont été étudiés, qui présentaient tous un critère défavorable :

- *Une parcelle le long de la RD53 à Viroflay écartée car trop proche de la faille au droit de l'aquifère visé (potentiel géothermique non assuré)*
- *Une parcelle dans le quartier du Doisu, présentant un impact maximal sur les riverains lors du chantier et offrant une surface trop limitée.*
- *Une parcelle au nord du cimetière, présentant des contraintes topographiques.*

La parcelle du Val Saint-Olaf était celle qui présentait le moins de difficultés par rapport aux différents paramètres (proximité avec le bassin de consommation tout étant pas en proximité directe des habitations, fiabilité de la ressource géothermique)

Enfin, je vous confirme que les études d'impact environnemental sont obligatoires dans le cadre d'un projet de géothermie profonde. A ce stade celles-ci n'ont pas encore été menées car aucun permis minier n'a été demandé. L'étude d'impact sera en effet lancée dans le cadre de la procédure de dépôt de permis, soit lorsqu'un délégataire aura été notifié. Une enquête publique sera bien évidemment également réalisée dans le cadre de cette demande de permis minier. Nous en sommes pour le moment à un stade encore en amont. Une étude de diagnostic pollution et une étude géotechnique sont néanmoins déjà en cours sur la parcelle pour consolider dès maintenant les connaissances sur le terrain".

Résilience alimentaire

Cuisine communale

La pesée des déchets de la restauration scolaire est en cours dans nos écoles. Leur réduction est l'un des objectifs de l'amélioration de la restauration scolaire.

Le 28 avril, élus et services travaillent sur le modèle d'approvisionnement de la cuisine communale qui doit à la fois (1) être aligné sur la politique alimentaire de la ville (produits bruts, local, bio, circuits courts, produits frais, qualités organoleptiques), (2) garantir la sécurisation des approvisionnements et (3) permettre de maitriser le coût des repas.

Plan alimentaire territorial

Réunion, le 17 avril, avec l'adjoint de Mouans Sartoux, Gilles Perole, pour envisager les suites à donner au plan alimentaire territorial de Chaville en dépit de l'absence de validation. Les acteurs locaux sont importants pour aller vers un système plus résilient. Gilles Perole plaide pour que les plans alimentaires des villes puissent à nouveau être validées.

Aménagement et urbanisme

PLUi : première modification simplifiée

Une première modification simplifiée du PLUi est lancée et vient corriger quelques erreurs matérielles ou de compréhension. Un avis est affiché dans les huit communes afin d'en informer le public.

PUR : avancement des projets immobiliers à Chaville

Porte Dauphine / Linkcity

Le 14 avril le promoteur a déplacé la Tiny House au Val Saint Olaf en attendant son affectation définitive.

Le 28 avril, se tient la "réunion PIC" du Comité PUR prévue dans la nouvelle version du PUR (le PIC est le Plan d'Installation de Chantier). Le comité est élargi pour l'occasion aux gérants des commerces à proximité du projet et au maire-adjoint en charge de l'espace public et de la voirie. Plusieurs suggestions sont faites dont le fait de communiquer avec la direction de l'école Ferdinand Buisson sur les circulations piétonnes des enfants.

Les travaux doivent démarrer à partir du 15 mai.

Rue de Jouy / GA smart building

Le 23 avril un élu et les services rencontrent le promoteur pour lui faire part du résultat des échanges avec la commune voisine de Viroflay. L'objectif est d'assurer la cohérence et la complémentarité avec le projet à l'étude de l'autre côté de la rue sur cette commune.

38 Avenue Roger Salengro / Hauts-de-Seine Habitat

Le 15 avril, lancement de la procédure PUR nouvelle version pour ce projet de 10 logements locatifs à l'entrée de Chaville. Il s'agit de 6 logements sociaux (3 PLUS et 3 PLS) et de 4 logements PLI. Le projet sera en retrait de l'avenue Roger Salengro pour permettre la création d'un espace vert en entrée de ville.

Requalification de la galerie commerciale des Créneaux

Le 15 avril, les élus et les services en charge du patrimoine et de l'ESS reçoivent la direction de l'Association Espaces et de la ressourcerie pour échanger sur le projet de requalification et sur les besoins de cette association dans le réaménagement de la galerie. L'association Espaces reçoit positivement le projet.

Le 28 avril, la restitution finale de l'étude portant sur la requalification de la galerie commerciale des Créneaux est présentée aux élus et aux services concernés (urbanisme, patrimoine, commerce, ESS et social). Les enjeux sont (1) d'assurer la sécurisation du site (2) faire de l'investissement de la ville un véritable levier de transformation de la galerie (3) développer et pérenniser les activités de l'ESS.

Réaménagement des espaces publics et réorganisation des mobilités gare rive droite

Le 30 avril, les élus et les services assistés des équipes de GPSO et de leurs prestataires préparent le forum qui présentera la restitution des concertations. Ce forum se tiendra le 26 juin entre 16h et 20h sur le parvis Carnot à proximité de la gare rive droite. Le projet portera le nom "Rive Droite Cœur de Quartier" et illustrera la volonté de la ville de coconstruire le devenir des espaces publics avec les citoyens.

Logement et Solidarités

ESS

Fourchette et tournevis a fait un chiffre de 9 000€ en mars. Le restaurant solidaire a une moyenne de 33 couverts par jour, avec une pointe de 58 repas. Les clients sont souvent des fidèles, parfois du personnel communal.

Présence de la P'tite boutique à Vélizy 2, du 2 mai au 31 juin dans un magasin éphémère (vente et collecte d'objets et de vêtements).

Observatoires des solidarités

Semaine du handicap

Du 7 au 12 avril, lors de la semaine du handicap, plusieurs élu.e.s ont assisté aux événements **très bien** organisés par les différents services municipaux (jeunesse et sports, éducation, CCAS, affaires sociales) : caravane des solidarités, conférences, rencontre, formation, fête, concert etc...

Citoyenneté, Tranquillité et Sécurité publique

Parcours citoyen

Inauguration du totem des villes jumelles

Le 4 avril, le totem des villes jumelles (Alsfeld, Barnet & Settimo Torinese) de Chaville est inauguré en présence des délégations des trois villes.

Hygiène et Salubrité

Lancement d'un plan de visite de l'ensemble des commerces alimentaires de Chaville, en coordination avec le service commerce de la ville, par le service hygiène. Ceci a pour objectif d'accompagner nos artisans dans l'excellence dans la tenue de leur commerce.

Conseils consultatifs

Conseil de quartier des 2 forêts

Le 4 avril, retours et présentations de différents projets d'aménagements et de concertation autour de la gare rive droite, de la rue de la fontaine Henri IV, des Créneaux.

Point sur différents projets immobiliers (Porte Dauphine, Total). Discussion sur les déchets sauvages, la fibre optique. Présentation du groupe commerce inter quartier. Rappel des actualités de la ville.

Conseil de quartier de quartier centre

Le 7 avril, présentation des travaux du groupe commerce, échanges sur les travaux de la RD 910 et sur le réaménagement des espaces publics autour de la gare rive droite.

Conseil de quartier de quartier Rive Gauche

Le 12 avril, présentation de l'avancement du projet Maneyrol pour la Cuisine Centrale et l'Etablissement d'Accueil de la Petite Enfance (EAJE). La mairie a lancé un appel à projet pour l'EAJE, signifiant une préférence pour les projets de crèche associative.

Les conseillers adhèrent à l'hypothèse d'un atelier de concertation sur le quartier de l'Ursine pour co-définir la gestion fine de l'éclairage nocturne, rendue désormais possible par la technologie des Light Emissing Diodes (LEd). Cette hypothèse devra être confirmée par le maire et les services de GPSO.

Coordination des conseils consultatifs

Extrait du ***Courrier des maires*** n°382 d'avril-mai 2025 qui traite notamment des questions de démocratie participative avec un petit encart pour Chaville. Mise en avant du rôle de questeure. *Note : TLM = Toujours les mêmes*	**Chaville (92)** 20200 habitants **Une questeure pour faire le trait d'union entre élus et conseils participatifs** En 2020, c'est une sorte de coalition « à l'allemande » réunissant la droite et les écologistes sans le PS, qui arrive au pouvoir à Chaville, dans les Hauts-de-Seine. L'accord de coalition, qui s'est noué entre les deux tours avec le maire (ex-LR) Jean-Jacques Guillet, a permis aux écologistes d'imposer leurs vues sur la démocratie locale. Depuis, toutes les instances participatives sont mixtes : elles réunissent élus, citoyens tirés au sort, associations ou même promoteurs pour les projets immobiliers. Avec quatre années de recul, David Ernest, adjoint à l'urbanisme et chef de file des Verts locaux, se réjouit des avancées. Mais il pointe trois conditions à respecter pour que tout fonctionne : mettre le paquet sur l'animation-médiation, « qui va devenir un métier essentiel dans les communes pour réguler les relations avec les citoyens » ; ne jamais relâcher l'effort pour aller vers les populations les moins impliquées, « sinon les TLM phagocytent toutes les concertations et nous mènent dans une impasse » ; soigner l'engrenage avec les élus « afin de ne pas donner l'impression d'amuser la galerie ». Pour y parvenir, un poste de questeur – avec le rang d'adjoint – a été confié à une élue chavilloise. Charge à elle d'assister à tous les conseils (de quartier, des jeunes, du développement durable…) pour faire le lien entre ces structures et également avec le conseil municipal. Une innovation, non prévue dans l'accord de coalition initial, devenue incontournable. J. T.

Conseil de territoire

Déchets de rue

Une convention est signée avec Citeo relative à la collecte des déchets d'emballage abandonnés sur l'espace publique. Elle ne couvre pas les dépôts sauvages. L'obtention de la subvention est liée à la mise en place d'un plan de lutte contre les déchets abandonnés construit en 3 étapes :

- Diagnostic
- Prevention
- Nettoyage

Les aides ne sont pas fléchées, elles peuvent être utilisées en fonctionnement ou en investissement.

Charte de l'Arbre

La charte de l'arbre pour notre territoire est votée. Le déploiement de celle-ci se fera ville par ville par les services Urbanisme dans le cadre de l'accompagnement des demandes de travaux. La notion de Valeur Intégrale Evaluée de l'arbre (VIE) permet l'indemnisation en cas d'accident. C'est un peu un premier pas vers une reconnaissance de type « personne morale » des arbres. A Chaville, cette charte est aussi annexée à la nouvelle version du PUR.

Conseil de territoire du 9 avril 2025

Vous trouverez ci-après les interventions des élus écologistes au dernier conseil de territoire :

Vote du budget primitif principal pour l'exercice 2025.

*Avec un tel budget primitif, nous allons faire des jaloux au gouvernement… La situation financière est saine, budget de fonctionnement anticipé et sans aucun doute tenu, autofinancement toujours haut et budget d'investissement avec un endettement minime, sans risque. Si nous devions synthétiser, nous avons un budget de « **premier de la classe** », mais est-ce cela notre unique ambition d'être les bons élèves. Où sont les envies d'innovations votées par cette assemblée lors du l'adoption des PADD, PCAET, SDE, etc.. ? Où sont nos désirs de préparer et d'adapter notre territoire aux dérèglements climatiques ? Quand nous voulons, nous le faisons, je citerai deux exemples, la construction de notre PLUi, et la sortie des chaudières fioul. Alors oui, nous pouvons faire plus et mieux, en investissant*

- *Pour la végétalisation de l'espace public par la création d'un abondement « végétalisation » sur les budgets PPI. Trop de projets de voiries sont décidés à l'aune du coût financier et non de l'impact climatique !*
- *Pour la recherche de solutions adaptées au partage de ce même espace public, comme les rues des écoles, la réouverture des rus*
- *Pour la flexibilité du bâti tertiaire (emploi-logement)*

Nous avons beaucoup de marge en endettement, sachons flécher les investissements pour un territoire résilient et désirable. Sans oublier le budget carbone qui est bien plus qu'un simple budget vert.

Demandez– vous, alors que nous sommes entourés des meilleures universités et des meilleures écoles, combien de contrats de recherche avons-nous conclus depuis le début de cette mandature sur des sujets sociaux, urbains, écologiques, comptables, etc.. ? malheureusement très peu si ce n'est pas « zéro ». Alors oui, un budget de « premier de la classe » alors que nous pourrions rêver d'être un territoire Leader !

Nous voterons contre ce budget primitif

Signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à passer avec le Département des Hauts-de-Seine relative à la rénovation complète de l'éclairage public des routes départementales sur le territoire de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest

Notre demande est renouvelée de privilégier l'installation de luminaires de 1700 degré Kelvin en conformité avec les recommandations du SCAL de GPSO... Malheureusement les routes départementales forestières ne sont pas considérées comme des routes urbaines et ne sont donc pas traitées dans cette convention aussi nous demandons que soit bien confirmé avec le département que les kilomètres de départementales traversant des forêts ne doivent pas être éclairés la nuit pour respecter la biodiversité en forêt.

Signature d'une convention à passer avec le département des Hauts-de Seine pour une gestion coordonnée des réseaux publics territoriaux et départementaux d'assainissement

C'est un vrai progrès. L'eau n'a que faire de nos strates administratives. De plus avec l'introduction du zonage pluvial dans notre PLUi beaucoup de changements devraient intervenir dans la gestion des écoulements d'eaux clairs dans les années à venir. Toujours dans cette logique d'efficacité et de gestion du changement, nous demandons que cette convention puisse être étendue à l'ONF car la gestion des eaux pluviales forestières demande un travail tout aussi transverse, entre ONF, le département et le territoire. Dans ce cadre l'utilisation des nouvelles lisières définies dans le PLUi peut aider à la création de solutions efficaces pour réduire les rejets d'écoulements forestiers dans le réseau d'eaux grises.

Approbation de la modification n° 1 au contrat de concession de services n° DSP1901 relatif à la mise à disposition, d'entretien et de maintenance de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires, sur le territoire des villes de Chaville, Issy-les-Moulineaux, Marnes-la-Coquette, Meudon, Vanves et Ville d'Avray

Cette modification nous apparait bien unilatérale, deux manques majeurs nous questionnent. Le premier, de façon étonnante, notre nouveau SCAL, le schéma de cohérence des aménagements lumineux de notre territoire n'est ni intégré ni mentionné dans le contrat lors de cette modification. Il semblerait que la publicité lumineuse soit protégée par une loi nationale et libre de toute obligation territoriale.

Enfin à l'heure où l'axe 4 de notre PCAET nous demande de réduire nos déchets et donc la surconsommation le renforcement des actions publicitaires comprises dans cette modification n'apparait pas en alignement avec nos feuilles de route de la consommation choisie et de la sobriété heureuse.

A ce titre, je recommande à notre assemblée la lecture de l'analyse réalisée par le Conseil Communal de Développement Durable de Chaville sur le respect du RPLI (Règlement Locale de la publicité Intercommunal) qui fait des propositions d'orientation intéressantes.

Les élu.e.s Chaville Ecologistes : Isabelle Chayé-Mauvarin, Eric Chenu, Isabelle Dorison, Pierre Dubarry de la salle, David Ernest, Mélanie Lallement,Luc Mauvarin, Corinne Savary, Nicolas Tardieu.

Veille et Inspirations

Les élus écologistes se forment, explorent les possibles et échangent avec des tiers pour mieux préparer leurs actions au sein de la municipalité. Voici le partage des ressources issues de cette activité.

Conférence sur la ville vivante et relationnelle

Le 10 avril, participation à une conférence très inspirante de l'Ecole des Ponts sur la ville vivante et relationnelle par l'anthropologue et géographe, Sonia Lavadinho.

Pour en savoir plus : https://www.enviesdeville.fr/penser-la-ville/itw-sonia-lavadinho/

Terres végétales recyclées

En avril, l'équipe de Terre Utile qui travaille avec la Ville de Chaville sur les terres végétales recyclées pour le projet de Maneyrol, présente un petit film de sensibilisation sur le sujet.

Pour en savoir plus : Terres végétales recyclées

Surélévations : créer des logements sans artificialiser

Une petite vidéo du 27 avril de France 2 présente l'intérêt de surélever les immeubles pour créer des logements sans artificialiser. Elle illustre également les difficultés rencontrées. Tous ces sujets seront à l'ordre du jour de l'atelier du 23 mai à Chaville.

Pour voir la vidéo : Surélévation d'immeubles

Projection du film “Gérald Bloncourt, franc-tireur de l’image”

Le 10 avril, le documentaire Gérald Bloncourt franc-tireur de l'image a été projeté à l’auditorium de l’hôtel de ville de Paris.

Le film retrace la carrière du photographe, d’origine haïtienne, engagé jusqu’à la fin de ses jours.

Quelques-unes de ses photographies sont visibles sur les grilles du square de la tour Saint Jacques à Chatelet (jusqu’au 30 avril) et au centre G. Pompidou dans l’ Expo Paris noir (jusqu’au 30 Juin).

Gérald Bloncourt est notamment connu pour ses photos des mouvements sociaux ouvriers en particulier pendant l’occupation de l’usine Renault – Billancourt en 1968 et de l’immigration portugaise.

— Photo Gérald Bloncourt 1968

Assemblée : un spectacle de rue

L’espace public est-il un espace commun ?

Que faisons-nous de nos espaces publics, qu’avons-nous envie d’y partager, d’y déposer ?

Telles sont les ambitions de ce spectacle de rue qui présenté le 25 avril à Arcueil (91) par la compagnie *Sauf le dimanche*.

https://saufledimanche.com/assemblee/

Atelier Saveurs Sauvages

Le 15 avril, le collectif les Fol' Epis, à Chantepie (35) organise un atelier cuisine intergénérationnel avec des résidants d'un EPHAD. L'atelier est animé par M. Desmots de l'association La calicée. Au menu: soupe d'ortie, houmous pois chiche-plantain, pâté achillée-lentilles, cocktail lierre terrestre etc.. Une quinzaine de personnes : associatifs, résidants et soignants préparent des recettes avec des plantes sauvages L'atelier a été suivi d'une dégustation. Une rencontre conviviale tout en simplicité.	

Quantification des externalités de l'agriculture biologique

Le Ministère de la Transition écologique a financé et confié à l'ITAB - Institut Technique de l'Agriculture et de l'Alimentation Biologiques, avec l'appui de chercheurs de l'INRAE, l'Inserm et l'ISARA Lyon, l'actualisation de l'état des connaissances sur les externalités de l'agriculture biologique.

https://itab.bio/sites/default/files/medias/fichier/2025/02/Quantification_Externalites_AB_Note_4p.pdf

Rencontres inspirantes groupe VYV l'agroécologie peut-elle nourrir l'humanité ? Quels rôles possibles pour l'ESS et les mutuelles

Ce webinaire du 7 avril présente des solutions pour la santé de la planète, des sols, de la biodiversité, de la nature et des humains. Importance de l'alimentation dans la santé des personnes mais aussi de la qualité de l'eau, de la qualité de l'air. L'économie sociale et solidaire est partie prenante de l'agriculture 82% des agriculteurs sont acteurs de l'ESS car faisant partie de coopératives (petite question posée à 1h34 sur l'importance de la biodiversité des sols).

Voir le webinaire : https://www.youtube.com/watch?v=V1OXiPDPvN0

Chaville Écologistes

Marche vivante pour un printemps vivant

Participation à la manifestation contre l'usage des pesticides :

Initiée par les mouvements Scientifiques en Rébellion et Extinction Rébellion, la "Marche vivante pour un printemps bruyant" vise à dénoncer les impacts catastrophiques des pesticides sur la biodiversité et la santé humaine, à l'occasion de la journée mondiale de la santé.

En 40 ans, 60 % des oiseaux ont disparu des zones rurales européennes, victimes de l'intensification agricole et des pesticides. Malgré les études scientifiques sur les effets écologiques et sanitaires délétères de ces molécules, nos responsables politiques continuent pourtant d'aggraver la situation : prolongation du glyphosate, assouplissement des réglementations environnementales, abandon de la filière bio, remise en cause d'organismes publics dont le rôle est crucial pour la transition écologique au service des territoires, tels l'OFB, l'ANSES, la CNDP et l'ADEME, etc.

https://www.lpo.fr/decouvrir-la-nature/loisirs-nature/agenda-nature/agenda-lpo-france/2025/marche-vivante-pour-un-printemps-bruyant

Atelier ALTAA sur les environnements alimentaires

Le constat est partagé : il est plus que jamais nécessaire de faire évoluer les comportements alimentaires vers des assiettes bonnes pour notre santé et celle de la

planète. La volonté individuelle ne suffit pas car nos comportements sont largement influencés, parfois même contraints, par les contextes physiques, économiques et socioculturels dans lesquels nous vivons. Or les environnements alimentaires actuels ne facilitent pas toujours des choix alimentaires sains et durables.

https://www.altaa.org/decouvrez-les-ressources-de-latelier-une-boite-a-outils-altaa-pour-faire-evoluer-les-environnements-alimentaires/

Programme PEISSANA de l'ADEME

En avril 2025, comment conjuguer justice sociale et transition écologique : En France, la Sécurité Sociale Alimentaire (SSA) suscite un intérêt croissant. Ce modèle, inspiré de la Sécurité sociale classique, vise à garantir à chacun un accès à une alimentation de qualité, durable et locale. Aujourd'hui, les expérimentations se multiplient et devraient bientôt livrer leurs premières conclusions.

https://infos.ademe.fr/2025/une-carte-vitale-pour-mieux-manger-bientot-une-realite/

Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat

Le 4 avril, le gouvernement a mis en consultation (jusqu'au 4 mai 2025 inclus) sa stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (Snanc).

Cette stratégie est cruciale pour accompagner au mieux l'évolution de nos systèmes alimentaires vers le "moins et mieux de produits animaux", en proposant des solutions concrètes des consommateurs au monde agricole, en passant par l'aval des filières, afin de mener une transition agroécologique permettant de réduire les impacts de notre modèle conventionnel sur l'environnement, notre santé publique et les éleveurs mis sous pression par une demande de viande élevée et stable dans l'ensemble.

Le texte mis en consultation ce mois d'avril a été amputé d'une mesure centrale et prioritaire, à savoir l'Action n°31 visant à "Réduire efficacement l'exposition des enfants et des adolescents aux publicités et parrainages pour des produits trop gras, sucrés, salés, sur les différents médias (traditionnels et numériques) par un renforcement à terme du cadre réglementaire", à la suite d'un arbitrage de Matignon.

"La stratégie actuelle manque d'ambition en matière de réduction de la consommation de viande, pourtant essentielle pour améliorer la santé publique, atteindre nos objectifs climatiques et améliorer la souveraineté alimentaire de la France. En effet, la surconsommation de viande alimente les importations, qui représentent 30% de la viande consommée en France aujourd'hui." Benoit Granier, responsable alimentation, Réseau Action Climat.

Les élu.e.s Chaville Ecologistes : Isabelle Chayé-Mauvarin, Eric Chenu, Isabelle Dorison, Pierre Dubarry de la salle, David Ernest, Mélanie Lallement,Luc Mauvarin, Corinne Savary, Nicolas Tardieu.